



La géopolitique folle du gazoduc EastMed d'Israël

Par [F. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 21 janvier 2020

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Au moment où le monde retient son souffle devant le risque d'une guerre mondiale à cause de l'assassinat par les États-Unis du principal général iranien et d'autres provocations, Israël a choisi de signer un accord de gazoduc avec la Grèce et Chypre qui équivaut à lancer une grenade à main chargée dans la région hyper-tendue.

Jusqu'à il y a quelques mois, il y avait de sérieux doutes sur la possibilité que le projet israélien de gazoduc EastMed avec Chypre et la Grèce ne voie le jour. Bien qu'il soit soutenu par les États-Unis et l'UE comme alternative au gaz russe, le gazoduc EastMed, comme on l'appelle, est discutable à bien des égards, notamment en raison de son coût élevé par rapport aux autres solutions. La signature du 2 janvier par les gouvernements d'Israël, de Grèce et de Chypre est directement liée aux tentatives de provocation de la Turquie d'Erdogan de conspirer avec la Libye pour déclarer illégalement la quasi-totalité des eaux de la Méditerranée orientale comme une zone économique exclusive turque et maintenant libyenne.

Si les tensions au Moyen-Orient n'étaient pas déjà au point de rupture, la décision israélienne jette une énorme bombe dans la géopolitique troublée de la région.

Pas plus tard qu'en décembre 2019, les sociétés israéliennes impliquées dans leur champ gazier offshore Leviathan discutaient ouvertement de nouvelles options pour l'exportation du gaz à la suite d'un accord d'exportation avec l'Égypte et la Jordanie. Le gazoduc EastMed n'a pas été mentionné dans les [médias israéliens](#).

Ce qui a changé la situation, c'est l'annonce par le Président turc Erdogan qu'il envoyait des troupes turques pour défendre le Gouvernement d'Accord National (GNA) de Favez al Sarraj à Tripoli, soutenu par les Nations unies, à leur demande, pour contrer les forces de l'Armée Nationale Libyenne (LNA) du Général Khalifa Haftar.

La Libye a le potentiel de devenir un nouveau point d'explosion majeur dans le terrain du Moyen-Orient qui se détériore rapidement. Haftar est soutenue par la Russie, l'Égypte, les EAU, l'Arabie Saoudite et oui, la France, et secrètement depuis 2017 par Israël. Depuis avril 2019, Haftar se déplace pour prendre Tripoli dans l'est, riche en pétrole. Le GAN à Tripoli est à son tour [soutenu](#) par la Turquie, le Qatar et l'Italie. L'UE tente désespérément de négocier une trêve entre le GAN et Haftar après l'échec de Poutine il y a quelques jours.

Les chocs énergétiques en Méditerranée

Comme Chypre a découvert de riches gisements de gaz naturel en mer en plus de ceux d'Israël au Leviathan, la Turquie, qui jusqu'à présent ne dispose pas de ses propres ressources gazières importantes, a commencé à intervenir de manière agressive dans les

eaux offshore de Chypre. Le 1er janvier 2020, la Turquie et la Russie ont ouvert le TurkStream russe de la mer Noire avec les premières livraisons de gaz à la Bulgarie, membre de l'UE.

Le 11 décembre, le Ministre turc des Affaires Étrangères Mevlut Çavuşoğlu a laissé entendre qu'Ankara pourrait utiliser son armée pour empêcher le forage de gaz dans les eaux au large de Chypre qu'elle revendique maintenant. « *Personne ne peut faire ce genre de travail sans notre permission* », a-t-il déclaré. Depuis le début de 2019, des navires turcs sont entrés dans les eaux exclusives de Chypre en revendiquant des droits de forage. En décembre 2019, la marine turque a intercepté Bat Galim, un navire israélien dans les eaux chypriotes et l'a forcé à quitter la zone. Le navire appartenait à l'Institut Israélien de Recherche Océanographique et Limnologique, qui effectuait des recherches dans les eaux territoriales de Chypre en coordination avec les responsables chypriotes. Le Département d'État américain a averti la Turquie de faire marche arrière et l'UE a imposé des sanctions aux Turcs, sans grand effet [jusqu'à présent](#).

L'intérêt récent de la Turquie pour la Libye est directement lié au blocage de l'exploration gazière chypriote et à la déclaration de la légalité des vastes espaces offshore turcs pour ses navires de forage.

Le 27 novembre 2019, le Président turc Recep Tayyip Erdoğan a signé un accord bilatéral sur les frontières maritimes dans le sud-est de la Méditerranée. Il redessinerait les frontières maritimes reconnues existantes pour donner à la Libye des droits exclusifs sur quelque 39 000 kilomètres carrés d'eaux maritimes appartenant à la Grèce. La nouvelle zone commune de Tripoli-Turquie s'étend directement entre les deux pays et ignore complètement le fait qu'elle viole les eaux grecques au large de la Crète. De manière pratique, elle couperait directement [le tracé](#) du pipeline Israël-Chypre-Grèce EastMed prévu. Sans l'approbation de la Turquie, l'oléoduc grec EastMed serait un échec.

La guerre en cours entre Haftar et le GAN de Tripoli devient encore plus complexe, car Israël soutient également Haftar qui contrôle désormais Benghazi et une grande partie de Tobrouk le long de la côte méditerranéenne. Depuis 2017, l'armée israélienne soutient secrètement Haftar dans sa tentative de prendre le contrôle de la [Libye](#).

Le projet EastMed



L'accord qui vient d'être signé entre Israël, la Grèce et Chypre est plus un fantasme qu'une réalité à ce stade. Il prévoit la construction d'un gazoduc sous-marin de 1 900 km, « le plus long et le plus profond du monde », d'un coût de 7 milliards de dollars, qui devrait initialement acheminer jusqu'à 10 milliards de mètres cubes de gaz par an des eaux israéliennes et chypriotes vers la Crète, puis vers la Grèce continentale et enfin vers l'Italie. Cela représenterait environ 4% de la consommation totale de gaz de l'UE, soit bien moins que la part actuelle de 39% de la Russie, sans parler de la part accrue de Gazprom lorsque NordStream 2 et TurkStream seront entièrement achevés dans les mois à venir. TurkStream, où le premier des deux gazoducs a été ouvert le 1er janvier 2020, fournira un total de plus de 31 milliards de mètres cubes, dont la moitié sera disponible pour le marché du gaz de l'UE, et NordStream2 ajoutera 55 milliards de mètres cubes supplémentaires par an au marché du gaz de l'UE.

Cela fait dix ans que du gaz a été découvert au Léviathan israélien. Les premières livraisons de gaz n'ont commencé qu'au début du mois en Égypte et en Jordanie, laissant 80% du gaz disponible pour l'exportation après de nombreux retards. Toutefois, les perspectives de financement de cet énorme projet sont pour le moins sombres. L'UE, tout en saluant un rival du gaz russe, a clairement fait savoir qu'elle n'avait pas d'argent pour ce projet. Le financement de la Grèce n'est guère possible après la crise grecque de 2010 et Chypre est également épuisée après sa crise bancaire de 2013. Selon une déclaration du Ministère des Finances israélien, le projet sera financé par « des entreprises privées et des [prêteurs institutionnels](#) ». Il est difficile de trouver un financement privé pour une entreprise aussi politiquement risquée à une époque où la finance a une aversion croissante pour le risque. Avec la surabondance actuelle de gaz sur le marché mondial et la disponibilité croissante de sources de GNL, il n'est pas du tout évident qu'un gazoduc sous-marin israélien EastMed politiquement risqué ait un sens économique.

Notamment, la chaîne de télévision publique grecque *ERT* qualifie le projet EastMed de « *bouclier protecteur contre les provocations turques* ». Cela montre clairement que la Grèce y voit une réponse au récent rapprochement entre la Turquie et le gouvernement libyen et à l'annonce d'Erdogan d'envoyer des troupes pour soutenir le GAN à Tripoli afin de faire pression sur Haftar. Si Haftar devait finalement prendre Tripoli, il est clair que l'accord

bilatéral entre la Turquie et la Libye sur les frontières maritimes serait abrogé.

Comme si le conflit n'était pas déjà assez désordonné, le gouvernement grec vient d'annoncer qu'il est prêt à envoyer des troupes grecques afin de surveiller le cessez-le-feu entre l'Armée Nationale Libyenne (ANL) et le Gouvernement d'Accord National (GNA) basé à Tripoli. L'offre a été faite après que le Ministre grec des Affaires Étrangères Dendias ait [rencontré](#) le leader de l'ANL, le Général Khalifa Haftar. Cela pourrait opposer la Grèce, membre de l'OTAN, à la Turquie, membre de l'OTAN, dans le cadre de l'élargissement du pouvoir géopolitique sur le contrôle des flux gaziers de la Méditerranée orientale et d'autres pays vers l'UE. Et la perspective d'une relance du gazoduc Iran-Irak-Syrie n'est même pas entrée dans les calculs.

Le gazoduc EastMed d'Israël, loin d'être une alternative énergétique positive, est plutôt une intervention géopolitique dans une région déjà en conflit, ajoutant de nouveaux niveaux de tension qui ne font qu'augmenter les perspectives d'escalade militaire de tous les côtés.

F. William Engdahl

Article original en anglais :



[The Mad Geopolitics of Israel's EastMed Gas Pipeline](#)

Photo : New Eastern Outlook

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [F. William Engdahl](#), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [F. William Engdahl](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca